

20210907 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/34883/ue--plus-de-10-000-migrants-patientent-a-la-frontiere-bielorusse-dapres-la-douane-polonaise>

Actualités



Des gardes-frontières polonais se tiennent à côté d'un groupe de migrants bloqués à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne près du village d'Usnarz Gorny, en Pologne, le 1er septembre 2021. Crédit : Reuters

UE : plus de 10 000 migrants patientent à la frontière biélorusse, d'après la douane polonaise

Par [La rédaction](#) Publié le : 07/09/2021

Selon les autorités polonaises, plus de 10 000 personnes attendent aux frontières de l'Union européenne avec la Biélorussie. Et ce, dans des "conditions désastreuses", s'inquiète l'Organisation internationale des migrations.

Le chiffre est conséquent. Selon les douanes polonaises, plus de 10 000 personnes patientent à la frontière avec la Biélorussie pour entrer dans l'Union européenne (UE). La majorité tentent d'atteindre l'Allemagne ou la France, mais "ne se rendent pas compte" que "pour rendre visite à leurs frères, sœurs ou autres proches", "la frontière polonaise est un passage obligé", a déclaré le major général des douanes du pays, Tomasz Praga.

Le week-end dernier, 367 migrants auraient été empêchés de franchir illégalement la frontière.

En cause, selon le major général, la politique menée par le président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui "aide les candidats à l'exil à atteindre la frontière de ses voisins européens, à savoir la Lituanie, la Lettonie et la Pologne", a-t-il indiqué.

Une opinion partagée par l'UE, qui depuis des semaines soupçonne une forme de représailles du régime biélorusse face à ses sanctions.

"Une menace grave pour la vie des migrants"

À la frontière, "les conditions auxquelles sont confrontés les migrants sont désastreuses", s'est inquiétée dans le même temps l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans un communiqué. Ces personnes ont "un accès limité à l'eau potable et à la nourriture, à l'assistance médicale, aux installations sanitaires et aux abris depuis plusieurs semaines".

>> **À (re)lire :** [Frontière Biélorussie-Pologne : Varsovie refuse d'envoyer de l'aide aux migrants bloqués](#)

Illustration de cette déclaration : [la situation qui prévaut actuellement près du village de Usnarz Gorny](#), en Pologne. Depuis plus de 20 jours, une trentaine de migrants, des Afghans, y sont coincés dans un campement de fortune à la frontière biélorusse. Malgré la mobilisation des ONG sur place et la médiatisation de l'affaire, Varsovie refuse toujours de les laisser entrer sur son territoire. Ces personnes, des hommes, des femmes et des enfants, sont surveillées de près d'un côté par les garde-frontières biélorusses, et de l'autre par les forces polonaises.

Dans son communiqué, l'OIM affirme d'ailleurs que des rapports font état "de refoulements transfrontaliers de migrants, y compris de familles et d'enfants, de l'absence d'accès adéquat à l'asile pour ceux qui cherchent une protection internationale". "La prolongation de cette situation inacceptable constitue une menace grave pour la vie et la santé des migrants", a fustigé l'organisation, exhortant les États à garantir "le bien-être des personnes et les droits de l'Homme, notamment la dignité et le traitement humain".

Durcissement de la politique migratoire

Depuis quelques semaines, les États concernés semblent prendre le contre-pied de cet appel, et durcissent au contraire leur réglementation aux frontières. Jeudi 2 septembre, le président polonais Andrzej Duda a signé un décret sur [l'introduction de l'état d'urgence](#) d'une durée de 30 jours à la frontière avec la Biélorussie, de crainte d'un flux massif de migrants, a indiqué son porte-parole Blazej Spsychalski. "La situation est difficile et dangereuse [...] Nous devons prendre de telles décisions et assurer la sécurité de la Pologne et de l'UE", s'est-il justifié.

La Lettonie avait pris la même décision, le 11 août. "Le régime d'urgence signifie que la frontière [...] sera pratiquement fermée à tout le monde", avait assuré le premier ministre letton Krisjanis Karins, selon l'AFP.

>> **À (re)lire :** [La Lituanie et la Lettonie durcissent leur politique face aux migrants venus de Biélorussie](#)

En Lituanie, pays voisin, les autorités ont aussi privilégié les mesures d'ordre sécuritaire. Mardi 10 août, le Parlement a adopté une loi donnant un feu vert à la [construction d'une clôture le long de sa frontière avec la Biélorussie](#). Doublée d'un grillage, celle-ci devrait coûter près de 152 millions d'euros.